

Avis adopté

Séance plénière du 15 février 2023

Financer notre Stratégie Energie-Climat : donnons-nous les moyens de nos engagements

Déclaration du groupe Santé & Citoyenneté

Face au retard pris pour atteindre l'objectif d'une neutralité carbone en 2050, une mobilisation des acteurs publics et privés est indispensable pour répondre aux besoins de financement de la transition écologique.

Les préconisations de l'avis visent ainsi à rechercher les meilleurs leviers possibles pour atteindre cet objectif.

Pour le groupe Santé & Citoyenneté, ces leviers, d'ordre fiscaux ou réglementaires, doivent répondre prioritairement à une exigence de juste répartition des efforts. Car, si les changements climatiques touchent l'ensemble de la population, leurs conséquences touchent davantage les plus vulnérables. La transition bas-carbone ne doit pas accentuer les inégalités, tant sociales que territoriales, ce qui impose de donner à chacun, les moyens de s'adapter à ces changements. Cette justice climatique doit donc être au cœur des politiques publiques.

Pour être comprises et permettre des choix éclairés, ces mesures doivent être accompagnées d'une information pédagogique et accessible auprès de toutes et tous. Une sensibilisation dès le plus jeune âge peut également faire évoluer les comportements et les modes de consommation. Plus largement, il est indispensable de se donner le temps d'un débat public basé sur la participation citoyenne afin d'éviter les blocages et construire un continuum démocratique.

Le groupe Santé & Citoyenneté rappelle que depuis 2016, une partie de l'utilisation du LDDS est fléché vers le financement de toutes personnes morales relevant de l'ESS et qu'un décret plus récent donne la possibilité de faire un don directement à des structures de l'ESS. Si la préconisation 7 permet de renforcer le financement de l'action environnementale, notre groupe appelle à ce que le LDDS continue à financer l'action des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire, entreprises qui concilient utilité sociale, gouvernance démocratique et modèle économique plus responsable.

La finance a aujourd'hui une occasion sans précédent de jouer un rôle positif pour les humains et pour la planète qui suppose une transformation profonde des modèles économiques et financiers actuels. Le mouvement existe, mais il faut encore accélérer cette transformation plus responsable de l'ensemble des parties prenantes : institutions financières publiques et privées, entreprises et citoyennes et citoyens ; c'est le sens de cet avis, **que le groupe Santé & Citoyenneté a voté.**